

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**lutte**  
**ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2241 - 15 juillet 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

## La crise rebondit

**Banquiers, industriels  
présentent la note  
aux peuples**

**Refusons de  
payer pour eux**

P. 6-7



**Prix du carburant  
Total fait la loi**

P. 3

## SOMMAIRE

### Leur société

- p 4 ■ Rapport de la Cour des comptes
- Intervention militaire en Libye
- Pénibilité au travail
- Le PS et la retraite
- p 5 ■ Les sociétés du CAC 40
- Niches fiscales dans les DOM
- Total et les impôts
- Prime au Sénat
- p 9 ■ Palmarès des riches
- Le luxe se porte bien
- Envolee des prix des grands crus
- « Annecy 2018 » au placard

### Dans le monde

- p 6-7 ■ Aggravation de la crise financière
- Les agences de notation
- Le poids de la dette
- Italie : l'austérité au programme des politiciens
- Syrie : la population ne désarme pas
- p 8 ■ Belgique : le parti socialiste, interprète des appétits capitalistes
- NGK à Baudour
- Naissance du Sud-Soudan

### Dans les entreprises

- p 10 ■ La Poste du Louvre-Paris
- La Poste-Centre financier-Bordeaux
- CAF de Nancy
- Air France Maintenance Roissy
- p 11 ■ PSA Aulay-sous-Bois
- Drammann-Orgeval
- Samada-Monoprix
- Les rotondes d'Avignon

### Les caravanes de Lutte Ouvrière

p 12

## • Paris fermeture du seul centre d'hébergement d'urgence pour femmes

Le 30 juin dernier, le seul centre d'hébergement d'urgence pour femmes de Paris a fermé ses portes. Ce centre réservait 38 places d'urgence pour les femmes à la rue.

Le Samu social gérait ce centre mais, suite aux baisses de 25 % des subventions de l'État, il ne peut plus faire face, d'autant que la précarité augmente. Surtout l'été, l'État se désengage et de nombreux centres de secours ferment malgré le bénévolat, constatent toutes les associations caritatives. Le collectif Les morts de la rue le dénonce : « Sur les 380 décès en 2010, moins de 10 % sont imputables au froid. On oublie souvent qu'il est possible de mourir d'hypothermie un soir de juillet, sauf qu'à cette période il n'y a jamais personne pour s'en émuvoir. »

Non seulement les centres d'hébergement d'urgence ferment faute de moyens, mais

l'État a décidé aussi de réduire de 5 000 nuitées d'hôtels par jour en Ile-de-France l'accueil des familles. Samedi 9 juin, une centaine de salariés parisiens du Samu social ont manifesté de l'Hôtel de Ville au ministère du Logement contre ces restrictions scandaleuses, alors que déjà il manque 13 000 places d'accueil dans la région pour les familles en déshérence. Xavier Emmanuelli, président du Samu social, s'indigne : « En attendant de créer plus de logements, on fait quoi pour ceux qui sont dans la rue ? L'hôtel n'est pas satisfaisant, je connais des familles à l'hôtel depuis douze ans, mais c'est mieux que rien. »

Eh oui, non seulement le gouvernement Sarkozy ne construit toujours pas les logements indispensables, mais en plus il supprime les secours aux sans-logis.

Louis BASTILLE

## • Hôpital Retour au Moyen Âge

De plus en plus de services d'urgence sont sollicités pour héberger des familles démunies envoyées par le Samu social, qui n'a plus les moyens de les accueillir. Le nombre de personnes déjà hébergées par l'hôpital est en nette augmentation, passant de 14 400 en 1999 à 21 500 en 2010.

C'est ainsi que dernièrement, pour la première fois, une famille avec trois enfants s'est présentée aux Urgences de la Pitié-Salpêtrière à Paris, demandant à être logée pour dormir. Si le phénomène est nouveau aux Urgences de la Pitié-Salpêtrière, selon le patron du service, il s'avère que de plus en plus de services d'urgence se retrouvent à accueillir des personnes dans le besoin. Pour combler son incurie, l'État contraint de fait les hôpitaux à assumer ce que fait avec de plus en plus de difficultés le Samu.

Les gros hôpitaux parisiens de l'Assistance publique, tels que Necker, Bicêtre, Bichat, Lariboisière, Saint-Antoine, Robert Debré, doivent faire face à cette situation résultant du développement de la pauvreté. Pendant plusieurs siècles la mission de l'hôpital, dirigé par l'Église, était de recueillir les pauvres. En particulier l'AP-HP, dont la création remonte à 1849, avait alors pour mission de répondre aux problèmes sociaux et sanitaires de la population pauvre de Paris : enfants abandonnés, indigents, vieillards, malades incurables.

Son action relayait les fondations religieuses de l'Ancien Régime et c'est au 19<sup>e</sup> siècle que l'hôpital devint un lieu public où l'on venait se faire soigner.

Au 21<sup>e</sup> siècle, sous l'ère Sarkozy, la société recule vers le Moyen Âge.

Anne POUCTA

## • Thonon-les-Bains les enfants de chômeurs privés de cantine

Les chômeurs de Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, ont eu la mauvaise surprise d'apprendre qu'il serait difficile voire impossible d'inscrire leur enfant à la cantine des écoles municipales, pour la rentrée de septembre. Décision particulièrement humiliante : le parent demandeur d'emploi devra dorénavant fournir un justificatif de présence à une formation ou à un entretien d'embauche pour que son enfant puisse peut-être manger à la cantine, dans la mesure des places disponibles ce jour-là. Comme le dit un parent chômeur : « Je rends déjà des comptes à Pôle emploi, je n'ai pas envie d'en rendre en plus à la mairie. »

La raison avancée par le maire UMP de Thonon-les-Bains est le manque de place. Selon lui, 452 repas par jour ont été servis en moyenne en 2010 par les cantines de la commune, contre 440 en 2000. Mais d'après le *Dauphiné*

Libéré il y en avait 780 en 2006 et, entre 2006 et 2011, les cantines ont perdu 204 inscrits... Et de toute façon, même s'il y avait une réelle augmentation des inscrits, la capacité d'accueil des cantines peut être augmentée, ne serait-ce qu'en faisant des services supplémentaires, comme dans certaines écoles. D'autant que la mairie se vante, dans son dernier journal municipal, d'avoir des finances saines et de n'avoir jamais autant investi !

D'autres communes, comme celle d'Épône dans les Yvelines, ont pris le même type de mesures.

S'attaquer aux chômeurs, leur rendre la vie et l'accès aux services publics toujours plus difficiles, laisser entendre qu'ils sont des fainéants et des assistés... les mesures et la démagogie anti-pauvres se multiplient du côté de la droite.

A. D.

## • Centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime)

### La sécurité sacrifiée aux profits

Fin juin, un article de Médiapart révélait des fuites à répétition, des rejets de gaz radioactifs et des contaminations de travailleurs à la centrale nucléaire de Paluel. EDF a minimisé le danger, expliquant que dans le bâtiment du réacteur n° 3 il n'y aurait pas de fuite, seulement de l'« inéanchéité » !

Pourtant il y a bien eu une intervention pour remédier à certaines d'entre elles, sans pour autant arrêter complètement le réacteur. Elle a eu lieu le week-end de la Pentecôte. Seize travailleurs ont été contaminés par du xénon, un gaz radioactif. Ils en auraient inhalé, certes en dessous des seuils admis par les règlements. De plus, cette intervention n'a pas arrêté la fuite qui affecte

au moins une des gaines de combustible. Cette réparation est prévue l'année prochaine, lorsque le réacteur sera arrêté.

Comme beaucoup d'autres, la centrale de Paluel, construite entre 1977 et 1986, est vieillissante. Et la durée des opérations de maintenance est de plus en plus réduite, ce qui ne fait qu'augmenter une inquiétude et des tensions parmi les travailleurs. Cette fois encore la priorité est donnée aux profits, des actionnaires et de l'État, au détriment de la sécurité.

Que l'industrie nucléaire passe sous le contrôle direct des travailleurs de ce secteur et de toute la population, c'est une urgence.

M. B.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Lutte Ouvrière  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

Lutte Ouvrière  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

Lutte Ouvrière  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

## Total et les sociétés du CAC 40 décident, les ministres n'ont qu'à filer doux

Il y a à peine trois semaines le gouvernement demandait aux compagnies pétrolières, en fait pour la France à Total, de faire un effort pour faire baisser le prix des carburants à la veille des premiers grands départs en vacances. Il avait lui-même fait un geste pour y contribuer en déstockant une partie des réserves dont l'État dispose pour faire face aux imprévus. Les prix à la pompe diminuèrent pendant deux, trois jours, de si peu que les automobilistes n'eurent guère l'occasion de le constater. Mais il n'a pas fallu longtemps pour que le PDG de Total en personne annonce publiquement que les prix des carburants allaient augmenter dans les jours qui viennent. Façon de montrer que les discours et les promesses des gouvernements ne valent pas grand-chose, et que les vrais maîtres des décisions, ce sont eux, ces grands patrons des sociétés du CAC 40.

Le PDG de Total essaie de nous convaincre que les augmentations à la pompe ne sont pas de sa faute, mais de celle des « marchés ». Comme si des compagnies comme la sienne étaient impuissantes face à ces marchés ! Mais les marchés, c'est qui, sinon ces grands groupes ? Ils y font la loi, y spéculent, faisant varier par leurs interventions, les cours des produits, et y gagnant des fortunes.

De toute façon, il y aurait un moyen tout simple pour Total de faire baisser les prix, ce serait d'accepter de réduire ses énormes marges bénéficiaires. Elles se sont élevées à plus de dix milliards en 2010. Et pour 2011, on parle de trois milliards rien que pour le premier trimestre. Sans oublier que ces profits annuels se cumulent d'année en année, et que globalement les sommes récupérées par les actionnaires de ce groupe atteignent, au fil des ans, des centaines de milliards d'euros. Total et ses congénères du CAC 40 n'ont pas à se plaindre de la situation malgré la crise et, pour certains, grâce à la crise.

D'autant qu'un rapport tout récemment rendu public, présenté par un député UMP donc peu suspect de partialité, rappelle que les sociétés du CAC 40 paient nettement moins d'impôts que les petites et les très

petites entreprises. Les très grandes paieraient en moyenne autour de 18 % d'impôts alors que les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites (commerçants, artisans) en paieraient autour de 39 %. Et parmi les plus importantes, quatre, dont Total, n'en paieraient quasiment pas en France.

Pourquoi de telles inégalités ? C'est que l'accumulation des niches fiscales, des exonérations mises en place par les gouvernements successifs permettent aux plus grandes sociétés, disposant des services de comptables et de fiscalistes performants, de bénéficier au mieux des avantages fiscaux, privilèges qui reposent sur des lois, des décrets, initiés par les majorités parlementaires successives. De gauche ou de droite, elles ont légiféré au service des plus riches.

Xavier Bertrand s'époumone à crier qu'il faudrait que les compagnies pétrolières fassent preuve de plus de transparence. Celles-ci, par la bouche du PDG de Total, Christophe de Margerie, font savoir que ce n'est pas le gouvernement qui est le vrai patron de l'économie. Ceux qui commandent, ce sont les actionnaires des sociétés du CAC 40, les ministres et le gouvernement n'étant que leurs serviteurs appointés.

« Plus de transparence », réclame Xavier Bertrand ? Mais de qui se moque-t-il, qui croit-il tromper ? Ce qui se passe dans les coulisses de ces grandes sociétés, les gouvernements pourraient facilement le savoir s'ils en avaient la volonté. Mais ils s'y refusent, pour la bonne raison qu'ils ne veulent absolument pas gendарmer ces grands patrons.

Pourtant, un tel contrôle serait nécessaire. Plus même, il serait urgent de mettre un terme aux agissements de ces grands industriels et financiers qui font ce que bon leur semble, quitte à entraîner l'économie à la catastrophe, et la majorité de la population dans le dénuement.

Oui, nous devons prendre conscience qu'il y a encore des privilèges à abolir, des bastilles à abattre. Le comportement arrogant du PDG de Total est là pour nous le rappeler en cette veille de 14 juillet.

## • Libye

### La guerre de Sarkozy, ou comment en sortir ?

Mardi 12 juillet les députés et sénateurs ont approuvé à une écrasante majorité, le PS votant avec l'UMP, la poursuite de l'intervention française en Libye.

Il y a quatre mois, en commençant cette guerre contre le dictateur Kadhafi, Sarkozy espérait peut-être masquer à peu de frais qu'il avait soutenu jusqu'au bout les non moins dictateurs Ben Ali et Moubarak, oublier les réceptions offertes à Kadhafi et le traité de coopération militaire signé avec le tyran. Le gouvernement français, assuré du soutien des autres puissances

impérialistes dans l'intervention en Libye, prenait même la tête de la coalition. C'était, disait le ministre des Affaires étrangères Juppé, « une affaire de jours, peut-être de semaines, mais pas de mois ».

Depuis, malgré les bombardements, les missiles, les envois d'armes aux insurgés, le blocus, les drones, etc., le régime de Kadhafi tient toujours. Le seul résultat de l'intervention impérialiste est un exode massif de la population libyenne fuyant les bombardements, les insurgés, les troupes de Kadhafi ou les trois à la fois. Pour tous ces gens,

l'aide de la démocratie occidentale a signifié la perte de leurs biens, quand ce n'est pas de leurs proches, et les camps de réfugiés aux frontières de leur propre pays.

Mais ce n'est ni le malheur qu'ils sèment ni l'inefficacité de leur politique proclamée qui conduisent les Sarkozy, Juppé et Longuet à envisager de changer de tactique et à parler aujourd'hui d'une solution négociée avec Kadhafi. L'ennemi d'avant-hier, devenu l'ami et client d'hier, qualifié depuis quatre mois de dictateur paranoïaque, redeviendra-t-il demain fréquentable...

sans que rien, si ce n'est un peu plus de misère, n'ait changé pour la population libyenne ?

À un million d'euros par jour, 160 millions en tout depuis le début rien que pour la France, la guerre de Libye grève lourdement le budget de l'État. D'autre part, les avions français sont inefficaces sans le secours des radars et des ravitailleurs en vol américains. Or les États-Unis étaient d'accord pour laisser Sarkozy faire sa guerre, pas pour la faire directement. Enfin, le joyau de la flotte française et élément clé du blocus des côtes libyennes, le porte-avions

*Charles-de-Gaulle*, ne peut pas rester en mer trop longtemps et va devoir bientôt rentrer au port pour entretien.

Mais la guerre risque tout de même de durer, car les puissances impérialistes ont besoin en Libye d'un minimum de stabilité : des champs de pétrole et des raffineries sécurisés, même si le reste du pays est livré à la guerre civile, le tout orné d'un badigeon baptisé démocratie.

Il est plus que temps de mettre un terme à cette cruelle comédie : halte à l'intervention française en Libye.

Paul GALOIS

## • Rapport de la Cour des comptes

# Les mécomptes de la politique sécuritaire

La Cour des comptes a rendu le 7 juillet un rapport sur l'activité, l'organisation, la gestion et le financement des forces de sécurité entre 2002 et 2010. Ce rapport fait état de « résultats contrastés », euphémisme administratif pour « résultats lamentables » et pavé dans la mare de l'UMP en général et de Sarkozy.

Sarkozy, ministre de l'Intérieur quasiment sans discontinuer de 2002 à 2007, président depuis, est en campagne permanente pour persuader l'opinion que lui, et lui seul, fait reculer l'insécurité. Il exhibe donc, ou fait exhiber, les faits divers les plus variés, se rend « sur le terrain », reçoit les victimes devant les caméras, félicite et décore les policiers et avance des chiffres « prouvant » que son action est efficace. Ce sont ces bilans que critique le rapport de la Cour des comptes.

Il explique par exemple que, dans la répression du trafic de drogues, la police a tendance



à privilégier l'arrestation des consommateurs en flagrant délit, pour faire monter le « taux d'élucidation », plutôt que le démantèlement, long et hypothétique, des filières de trafiquants. De manière générale la quantité d'infractions relevées dépend beaucoup de la façon dont la police travaille et des choix que font les policiers en recevant et en classant les plaintes. C'est dire que l'administration arrange elle-même

ses statistiques. Le rapport enfonce le clou en notant que les chiffres de la délinquance peuvent passer d'une hausse de 10 % à une baisse de 15 % d'une année à l'autre, dans certains départements. Des variations qui ne peuvent s'expliquer que par la façon de compter.

Le ministre de l'Intérieur et fidèle homme lige de Sarkozy, Guéant, très chatouilleux sur le sujet, a aussitôt attaqué le rapport. Une centaine de députés

UMP ont écrit au président de la Cour des comptes, Didier Migaud, ancien député PS, pour lui demander de ne pas « politiser l'institution », une façon à peine dissimulée de donner des résultats tendancieux.

Mais tous ces chevaliers autoproclamés de la lutte contre la délinquance sauront trouver d'autres procédés pour mettre en évidence leurs talents de shérifs hors pair.

Paul GALOIS

## • Pénibilité

# Quand les bourgeois jugent de la pénibilité du travail

Pour tenter de se donner malgré tout un air social, et sans doute pour se concilier certains dirigeants syndicaux, le gouvernement met en avant des mesures spéciales concernant la pénibilité.

Le départ en retraite resterait à 60 ans pour les travailleurs, à condition qu'ils justifient d'un taux d'incapacité permanente de 20 % et plus, au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident

du travail. Ceux qui ont un taux d'incapacité entre 10 et 20 % devront, pour conserver ce « privilège », justifier d'au moins dix-sept ans d'exposition à un facteur de risque au travail (charges lourdes, postures pénible, bruit, température, travail de nuit...) et être reconnus par une commission de contrôle de cinq membres, dont le médecin conseil régional de la Sécurité sociale.

Aux dires mêmes du

gouvernement, cela pourrait ne concerner que 30 000 personnes chaque année. « Pourrait » : c'est un aveu ! En réalité, à voir combien il est difficile de faire reconnaître un taux d'invalidité et vu les obstacles administratifs et procéduriers de toute sorte, les commissions auront en fin de compte bien peu de cas à examiner. Au 1<sup>er</sup> juillet, seuls 300 à 400 dossiers avaient été déposés. Elles auront tout pouvoir pour

maintenir au travail une partie de ces ouvriers épuisés par les maladies, les accidents et les mauvaises conditions de travail.

Le rêve du patronat est-il que les salariés survivent le moins possible à leur départ en retraite ? C'est déjà trop souvent le cas. Ce le sera encore plus avec le prolongement de l'âge du départ, mesures de pénibilité ou pas.

Vincent GELAS

## • Le PS et la retraite

# Mêmes mensonges et mêmes recettes que la droite

**Le Parti socialiste a dénoncé, par la voix de son porte-parole Benoît Hamon, la décision du gouvernement d'allonger la durée de cotisation requise pour jouir d'une retraite à taux plein en France. « C'est un sacrifice supplémentaire demandé aux Français, quand les revenus du capital sont, eux, exemptés de toute forme de contribution », a-t-il déclaré.**

C'est là faire preuve d'une belle hypocrisie. Car, sur le fond, le Parti socialiste n'a pas sur la question des retraites une politique différente de celle

du gouvernement. Il défend, comme lui, et comme le Medef, l'idée selon laquelle c'est la démographie – autrement dit l'accroissement de l'espérance de vie, et donc l'augmentation du nombre de retraités par rapport aux actifs – qui menacerait l'équilibre de notre système de retraites. C'est même un Premier ministre socialiste, Michel Rocard en 1991, qui a le premier utilisé l'argument. Et le Parti socialiste est lui aussi partisan de faire évoluer la durée du travail – donc la durée de cotisation – en fonction de l'allongement de l'espérance de vie, principe inscrit dans la loi par Fillon en 2003.

En 2010, en plein mouvement contre la réforme des retraites, Martine Aubry s'était d'ailleurs déclarée favorable à l'allongement de la durée légale de cotisation, jusqu'à 41,5 ans et même au-delà, prévue par la loi Fillon.

De ce point de vue, sa promesse de retour de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans – ce que le PS appelle la « retraite choisie » – n'est vraiment qu'un habillage pour faire passer la pilule d'une augmentation programmée de la durée de cotisation et donc d'un recul du montant des pensions en fonction de l'espérance de vie. En fait de choix, le seul qui

sera laissé aux futurs retraités sera celui de partir à 60 ans, mais avec une retraite de plus en plus amputée. Mais, précise le programme rédigé par le PS pour les élections présidentielles, « si un allongement de la durée de cotisation devait être envisagé, celui-ci ne devrait pas excéder la moitié des gains d'espérance de vie, alors qu'aujourd'hui il représente deux tiers d'allongement d'activité, pour un tiers de temps de retraite ». C'est tout ce qu'il a trouvé pour s'opposer au gouvernement sur la réforme des retraites. Les futurs retraités n'y verraient pas la différence.

Jean-Jacques LAMY

## • Intervention militaire en Libye

# La France et l'UE contre les réfugiés

La guerre en Libye et l'intervention de l'Otan, avec l'armée française en première ligne, a déjà provoqué la mort de 12 000 personnes et l'exode d'un million de travailleurs immigrés originaires de pays d'Afrique subsaharienne. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) recense 500 000 réfugiés en Tunisie, dont beaucoup dans des camps de toile à la frontière, 300 000 en Égypte et 70 000 au Niger.

Face à ces drames humanitaires, l'Union européenne, au lieu de secourir les civils comme elle prétendait le faire pour justifier son intervention, n'organise pas d'aides aux réfugiés. Au contraire elle colmate ses frontières. Pourtant, selon le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), plus de 2 000 personnes sont déjà portées disparues en mer depuis le mois de février.

Jeudi 7 juin, l'UMP tenait une convention nationale contre « Les défis de l'immigration ». Pas un mot n'a été dit sur ce drame méditerranéen. Au contraire, une série de mesures ont été approuvées, pour les soumettre à l'UE : doubler les moyens militaires de Frontex en Méditerranée afin de mieux repousser les bateaux de réfugiés et renforcer les frontières de Schengen. Et si un État n'applique pas strictement les refoulements et expulsions de réfugiés, l'UMP propose de suspendre ce pays de l'espace des 25 pays de Schengen et de rétablir contre lui les frontières et les douanes. Cela vise, sans la nommer, l'Italie qui a laissé débarquer des réfugiés sur l'île de Lampedusa.

Le gouvernement Sarkozy en première ligne pour les interventions militaires et l'UMP en première ligne pour instaurer l'Europe forteresse : les deux faces d'une même politique impérialiste.

Louis BASTILLE

## • Sociétés du CAC 40

# Impôt réduit à presque rien

Mercredi 6 juillet, l'Assemblée nationale a publié un rapport qui porte sur l'impôt que les entreprises ont payé sur leurs bénéfices, l'impôt sur les sociétés, entre 2007 et 2009.

Il ressort de ce rapport que les grands groupes du CAC 40 ont payé beaucoup moins d'impôt sur les bénéfices que les petites et moyennes entreprises. En moyenne en effet, ils ont payé durant ces années 86 millions d'euros par groupe et par an, soit 0,4 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France, et même moins puisque ce chiffre ne tient pas compte du crédit d'impôt recherche, qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts une partie de leurs

investissements de recherche. Et encore cette moyenne n'est-elle pas significative puisque, sur ces 40 groupes, quatre n'ont payé aucun impôt sur les sociétés durant ces trois années.

C'est que depuis des années, la fiscalité évolue au profit des entreprises. Ainsi l'impôt sur les sociétés, qui était de 50 % jusqu'en 1985, est aujourd'hui de seulement 33,33 %. Sans compter les nombreuses niches fiscales qui permettent aux entreprises, et surtout aux plus

grandes, de diminuer leurs bénéfices imposables par des artifices comptables. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, qui dépend de la Cour des comptes, l'ensemble des niches fiscales et assimilées a permis aux entreprises de bénéficier d'une déduction de 172 milliards d'euros en 2010, soit 8,5 % du PIB.

Alors que le gouvernement prétend la dette de l'État pour imposer des sacrifices aux couches populaires, ce rapport a au moins le mérite de rappeler que ce sont les mieux lotis qui bénéficient d'avantages fiscaux scandaleux.

Jacqueline LEPIN

## • Total et les impôts

# Les vrais responsables de la dette de l'État

Alors que Total paie très peu d'impôts en France, grâce à une multitude d'allègements et d'exonérations fiscales, le PDG du groupe, grand prince, a annoncé qu'il envisageait de renoncer à profiter de l'un de ces mécanismes, le régime du bénéfice mondial consolidé.

Il ne faudrait pas croire pour autant que Total se prépare à payer plus d'impôts. Cette niche fiscale est conçue pour faire baisser le montant

de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises qui réalisent des profits en France et des pertes à l'étranger. Après lui avoir été très profitable, ce dispositif n'intéresse plus Total, qui réalise plus de bénéfices à l'étranger qu'en France.

Et même Vivendi (5,7 milliards de bénéfices) qui a bénéficié des 95 % des 460 millions que ce dispositif coûte à l'État, n'aura plus besoin d'y recourir en 2012, d'autres dispositifs lui

permettant les mêmes exonérations. Voilà donc une « niche » que le gouvernement pourra supprimer sans affecter les capacités de pillage des caisses de l'État par les capitalistes. Autre avantage comparable, le régime de l'intégration fiscale, bénéficié à 80 000 entreprises pour un coût de près de 20 milliards d'euros!

N. M.

## Des coups de pompe qui se perdent

En annonçant une nouvelle hausse du prix de l'essence à la pompe, le PDG de Total, Christophe de Margerie, ose ajouter : « Si on ne répercute pas la hausse du baril, la boîte

coule. » On suppose que c'est de l'humour, car rappelons que cette « boîte », Total, est la première entreprise du CAC 40, et qu'elle a fait un bénéfice net de 10,6 milliards d'euros l'année

dernière (+ 25 % par rapport à 2009) et près de 4 milliards rien que pour le premier trimestre 2011. Avant de couler, Total est donc à flots!

S. M.

## • Prime au sénat

# Davantage d'avantages

Qui a dit que les sénateurs avançaient à pas lents? Il y a quelques jours encore, le président du Sénat, Gérard Larcher, justifiait la prime de 3531,61 euros qui venait d'être versée fin juin à tous les sénateurs, suite à une revalorisation d'une indemnité liée à l'exercice du mandat. Le lendemain, devant les remous suscités par

cette prime quelque peu indécente au regard de la situation faite aux plus pauvres, il déclarait : « Cette décision suscite interrogations et débats, je les comprends et les partage. » Depuis, il paraît que la prime va être annulée.

Notons que sur les 300 et quelques sénateurs, seuls trois

ont déclaré qu'ils n'accepteraient pas la prime! Et pourtant, les revenus d'un sénateur sont plutôt confortables, 11 754 euros par mois! C'est ce que gagne le PDG de Peugeot... en un jour mais, comparé à ce que touchent les salariés et les retraités, c'est plutôt choquant.

A. V.

## Au sommaire de Lutte de Classe n° 137 (juillet-août 2011)

- La menace grandissante d'une nouvelle catastrophe financière
- France  
Le plan secret de Varin chez PSA :

comment la bourgeoisie concocte ses attaques contre la classe ouvrière

- Espagne  
Le mouvement du 15 mai (les Indignés)

- Russie  
Régression sociale et remise en cause des droits des femmes
- Sortir du nucléaire ?  
Avant tout, sortir du capitalisme !

## • Niches fiscales dans les DOM

# Une aubaine... pour les riches

Le système de défiscalisation des investissements en outre-mer existe depuis plusieurs décennies, les gouvernements de droite comme de gauche ayant régulièrement ajouté des nouveaux privilèges. On recense actuellement 54 niches fiscales s'appliquant à ces départements pour un coût global de 5,5 milliards d'euros.

Cela englobe différentes aides aux entreprises, des baisses de la TVA, des allègements de cotisations sociales, l'absence de TVA en Guyane, des abattements d'impôt sur les bénéfices, etc.

Des aides qui s'additionnent et qui conduisent, comme le souligne *Les Échos*, à « des effets d'aubaine quasi systématiques ». Or tous ces avantages bénéficient pour l'essentiel à seulement 1 % des contribuables les plus aisés... de métropole, soit moins de 11 000 personnes, qui investissent dans des bateaux de plaisance, des hôtels ou encore des logements, dans le seul but de payer moins d'impôts. Il y a quelques années on pouvait ainsi voir dans le port de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, un magnifique voilier portant en gros sur sa coque l'inscription « Merci Béré », allusion aux mesures prises par Bérégovoy, Premier ministre socialiste de l'époque. Car ce système, prétexte par ailleurs à de nombreux abus, couvre toutes sortes d'opérations

dont bien peu sont vraiment utiles à la population locale.

Le patronat local bénéficie également pleinement de ces avantages par le biais des zones franches, des abattements d'impôt sur les bénéfices et des exonérations de cotisations sur les salaires. Au point, comme le souligne un récent rapport de la Cour des comptes, que « le taux de marge moyen des entreprises ultramarines est supérieur à celui constaté en métropole ». Et d'avancer des chiffres de 34 % à La Réunion, 30 % en Guadeloupe et 29 % en Martinique, contre moins de 25 % en métropole.

Certains défenseurs de ce système se plaisent à souligner que le coût de ces privilèges pèse bien peu, comparé aux 172 milliards que coûtent l'ensemble des niches bénéficiant aux entreprises. Il n'empêche que ces dispositifs fiscaux sont inefficaces et coûteux, et que l'addition est toujours payée par les couches les plus pauvres.

Roger MEYNIER

## L'exemple du logement

Dans ce secteur économique, le rapport de la Cour des comptes souligne l'importance des besoins et, surtout, celle des avantages fiscaux offerts par le gouvernement français aux investisseurs privés, qui leur permettent de réaliser une économie d'impôt moyenne d'environ 39 000 euros par ménage, mais sans que cela contribue à améliorer la situation du logement populaire dans ce pays. Là résident pourtant le prétexte et la justification du cadeau fiscal. Si c'était vraiment efficace, il y a longtemps que les classes populaires des DOM n'auraient plus de problème de logement!

En fait, les investisseurs fortunés, à la recherche d'une défiscalisation donc, déclarent des projets immobiliers prétendument sociaux pour empêcher la mise. Une

combine qui attire de plus en plus de riches : les montants engagés sont ainsi passés de 20 millions d'euros en 2009 à 485 millions en 2010. Mais ce social n'atteint pas ceux auxquels il est prétendument destiné. Sans parler des aberrations auxquelles conduit ce système : opérations immobilières réalisées dans des endroits qui ne correspondent pas forcément à la demande, multiplication des studios alors que les besoins portent surtout sur des F3 pour loger des couples avec enfant, etc.

Il n'est bien sûr toujours pas question de toucher à cette défiscalisation à quelques mois de l'élection présidentielle, même si l'IGF souligne qu'au final les logements construits ne peuvent satisfaire les besoins de la population en vrais logements à bon marché.

Lucienne PLAIN

• **Aggravation de la crise financière**

# Les gouvernements en guerre contre leurs peuples

Depuis le 11 juillet, un vent de panique s'est emparé de toutes les Bourses du monde devant les derniers rebondissements de la crise financière sur les dettes des États. Il aura suffi qu'une agence de notation, Moody's, dégrade la note de la fiabilité financière du Portugal, pour qu'en quelques jours on en soit à se demander si on se dirige vers une crise financière bien pire que celle de 2008.

Le taux des emprunts que l'État portugais est obligé de faire pour combler le trou laissé par ses banques est brutalement grimpé en quelques jours à 17%. Ces taux d'intérêt usuraires vont être encaissés par les grandes banques et autres organismes financiers, sur la sueur et le sang du peuple portugais à qui on réclame déjà de nouveaux sacrifices. Tout comme en Italie, qui a subi le même traitement de la part des mêmes agences de notation. L'Italie a du coup vu les taux d'intérêt de l'argent qu'elle doit emprunter atteindre des sommets. Et voilà que Merkel, qui dirige le gouvernement allemand, demande des coupes supplémentaires dans le budget de l'Italie, qui devraient s'ajouter aux 47 milliards de coupes déjà décidées et qui vont avoir des conséquences dramatiques pour toute la population. Et tout cela sans parler de la dette grecque qui a été remise sur le tapis.

Sous prétexte que tel ou tel État pourrait se trouver en difficulté pour payer les intérêts et le capital de ses emprunts, les

marchés financiers, les grandes banques et autres institutions financières, augmentent les taux d'intérêt auxquels elles consentent à prêter, précipitant l'étrangement de l'État visé.

Dans ces conditions, les sacrifices demandés aux populations pour payer la dette sont sans fin. Il faudrait accepter que la majorité de la population soit réduite à la misère, se voie privée de l'accès aux soins, à l'éducation, au logement, simplement pour rassurer ces fameux financiers, et qu'ils soient sûrs que leur dime leur sera payée rubis sur l'ongle.

Mais ces marchés financiers auxquels chacun fait référence, et qui vivent leur propre vie, de façon irrationnelle, sont tout sauf anonymes. Ce sont les grandes banques, ici la BNP, la Société générale et autre Crédit agricole, les compagnies d'assurance comme AXA, les fonds d'investissement comme ceux de la famille De Wendel-Seillière et de toutes les grandes familles bourgeoises, Bolloré, Michelin, Mulliez, Dassault et

autres, mais aussi les banques de la famille Peugeot, de Renault. À la base ils sont alimentés par les milliards de profits extorqués aux travailleurs, en France et dans tous les pays, par les grands groupes capitalistes.

Toute la société se trouve soumise à la dictature de cette finance, les travailleurs bien sûr en premier, mais bien au-delà

toutes les couches de la population. Et les États s'en font les exécuteurs financiers contre leurs propres peuples.

Il n'y a aucune raison de se soumettre aux diktats de ces usuriers du 21<sup>e</sup> siècle qui, en plus des sacrifices sans limites qu'ils exigent, risquent de précipiter le monde entier vers la catastrophe économique.

Bien sûr, la première mesure serait d'annuler ces dettes et d'exproprier toutes ces banques et organismes financiers. Mais au-delà, il est urgent d'arracher la direction de l'économie et de la société à ces fous dangereux, totalement irresponsables, que sont ces spéculateurs, banques, financiers et industriels.

Paul SOREL



• **Le poids de la dette**

## Une escroquerie sur le dos des classes populaires

Mardi 12 juillet François Fillon déclarait sur Europe 1: « La dette n'est plus supportable, tous les États européens doivent engager un effort de réduction de la dépense publique. » En clair, la population devra accepter des sacrifices supplémentaires, même s'ils sont très douloureux.

**Pas une dette, un gouffre sans fond !**

La dette de la France, qui atteint la somme astronomique de 1 650 milliards d'euros (près de 85 % du PIB), continue à se creuser à toute vitesse: elle a augmenté de plus de 40 milliards au cours du premier trimestre de cette année! Voilà des dizaines d'années que l'État dépense plus qu'il ne rentre de recettes, et cette fuite en avant s'est brutalement accélérée avec la crise financière de 2008. Le déficit annuel du budget de l'État, qui était de l'ordre de 50 milliards par an avant 2008, a été multiplié par trois pour atteindre les 150 milliards d'euros en 2010.

Cela signifie que l'État doit emprunter de plus en plus pour

combler le trou dans son budget, accroissant ainsi chaque année la dette à laquelle il doit consacrer une partie de plus en plus importante du budget, car il doit payer les intérêts et rembourser les emprunts qui viennent à échéance. Le rapporteur du budget, le député UMP Gilles Carrez, estime qu'en 2011 l'État va devoir lever 220 milliards d'emprunts, dont l'essentiel servira à... rembourser le capital des emprunts qui viennent à échéance et à payer les intérêts des emprunts en cours. Cette course effrénée à l'emprunt domine toute la vie économique et politique et sert de justification à toutes les attaques contre le niveau de vie de la population laborieuse, à toutes les réductions des dépenses sociales et à la

destruction des services publics.

**Mais où sont passés ces centaines de milliards? Ce n'est pas dans les poches des travailleurs**

C'est la haute finance, les capitalistes et la bourgeoisie qui sont les receleurs de ce gigantesque hold-up sur les richesses du pays pratiqué sous les auspices de l'État. Le gonflement de la dette montre bien que la crise de 2008 a considérablement accéléré ce pillage en règle. Par exemple en 2010, les dégrèvements de cotisations sociales patronales ont dépassé les 32 milliards d'euros pour l'année, et le manque à gagner pour la Sécurité sociale dû à l'exonération de cotisations sociales sur certaines primes, la participation, l'intéressement, diverses indemnités, s'est monté à 35 milliards en 2009. Quant aux cadeaux fiscaux aux entreprises et aux riches, ils se montaient déjà à 150 milliards

d'euros en 2008, en augmentation de 50 % par rapport à 2004, et n'ont pas diminué depuis.

À cela il faut encore ajouter l'argent dépensé pour sauver les banques et aider les entreprises face à la crise financière, chiffré à 45 milliards d'euros en deux ans, qui s'ajoutent aux aides habituelles versées par l'État aux entreprises, qui atteignaient déjà 65 milliards en 2005 selon un rapport officiel. Il s'agit d'estimations, car ce pillage des richesses au profit de quelques-uns est largement dissimulé par l'État. Les autorités chargées d'assurer le contrôle des finances de l'État déclarent qu'elles sont incapables de remplir correctement leur mission, tant les comptes de l'État sont opaques, les chiffres difficiles à obtenir et impossibles à vérifier. C'est dire que les chiffres connus ne peuvent être que sous-estimés. Mais on constate tout de même

que ce sont plusieurs centaines de milliards d'euros dont l'État fait cadeau chaque année aux plus fortunés et aux entreprises.

**La note du pillage présentée aux classes laborieuses**

C'est comme si l'argent emprunté par l'État sur les marchés financiers allait directement dans la poche de ces gens-là. C'est pour les satisfaire que l'État emprunte toujours plus, payant aux grandes banques et à tous les gros prêteurs des sommes de plus en plus importantes sous formes d'intérêts. L'endettement de l'État, c'est ainsi encore une forme de soutien aux profits de la bourgeoisie, et pas des moindres. Alors, que ceux qui ont profité de l'endettement de l'État remboursent cette dette! Les classes populaires n'y sont pour rien et n'ont aucune raison d'accepter de se sacrifier pour payer à la place des riches.

P. S.

• **Italie**

# L'austérité au programme de Berlusconi...et des candidats à sa succession

C'est une vaste manœuvre de réduction de dépenses publiques que le gouvernement de Berlusconi est en train de mettre au point en Italie. On a d'abord parlé de 47 milliards d'euros sur quatre ans, puis en fait de 68 milliards. Il s'agit de répondre aux injonctions de la Commission européenne de réduire le déficit et la dette de l'État, mais surtout aux pressions des banques qui sont en train de faire de l'Italie, après la Grèce et l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, une des cibles de la spéculation.

de fil blanc: les réductions de dépenses ne seraient que de quelques milliards les deux premières années, pour atteindre plus de 20 milliards les deux années suivantes. Les prochaines élections législatives devant normalement avoir lieu en 2013, le gouvernement Berlusconi s'appête ainsi à laisser un cadeau empoisonné à son successeur.

La gauche italienne, et en premier lieu le Parti démocrate, après les succès remportés lors des récentes élections locales, espère revenir au pouvoir, peut-être même avant 2013. Mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne promet pas vraiment de changement politique. Son principal reproche à Berlusconi est de s'occuper trop de ses affaires privées et pas assez des problèmes de l'Italie et de son économie. Ses leaders entendent par là que, par exemple, le gouvernement Berlusconi n'aide pas assez les patrons italiens à affronter la concurrence, et ils assurent qu'en la matière un gouvernement du Parti démocrate fera bien mieux. Le sort des travailleurs, leur emploi, leur pouvoir d'achat ne sont évoqués que pour dire qu'ils ne s'amélioreront que s'il y a une croissance de l'économie et de la productivité.

Le Parti démocrate sera peut-être amené à faire la preuve de sa responsabilité plus tôt que prévu. Devant l'emballage de la spéculation, la pression se fait forte pour accélérer l'adoption du plan d'austérité par le Parlement. Le président de la République Giorgio

Napolitano, lui-même membre du Parti démocrate, incite ce parti à approuver rapidement et sans trop se faire prier le plan du gouvernement Berlusconi.

Les travailleurs sont donc avertis de ce qui les attend. Quant à un éventuel futur gouvernement de gauche, il leur dira non seulement qu'il faudra combler le trou laissé dans les finances par le gouvernement Berlusconi, mais qu'il faudra faire des efforts pour restaurer la « compétitivité » de l'économie italienne.

Les syndicats sont sur la même ligne: le principal syndicat italien, la CGIL, vient d'annoncer son accord avec les deux syndicats CISL et UIL et avec leur politique propatrinale. Après avoir critiqué pendant des mois, et avec raison, la disponibilité de la CISL et de l'UIL à signer des accords d'entreprise dérogeant aux conventions collectives nationales, notamment chez Fiat, la secrétaire de la CGIL Susanna Camusso vient de signer avec eux une déclaration commune en faveur de tels accords, ne parlant que des impératifs de productivité des entreprises, au nom desquels les patrons devraient pouvoir faire ce qu'ils veulent. Les travailleurs, eux, devraient s'y soumettre.

À l'annonce du plan d'austérité, Susanna Camusso n'a d'ailleurs émis que quelques protestations platoniques. Alors que la situation des travailleurs s'aggrave déjà de façon dramatique et que l'usure du gouvernement Berlusconi apparaît de plus en plus évidente, les dirigeants de la gauche, aidés par les dirigeants syndicaux, se chargent déjà de faire comprendre qu'ils feront tout pour satisfaire le patronat et les « marchés ». Mais le dernier mot reste au monde du travail, et à sa capacité de riposte.

André FRY

## Des agences de notation au service de qui ?

Les trois grandes agences de notation, Moody's, Standard & Poor's et Fitch, distribuent des notes aux États et aux entreprises qui émettent des produits financiers, notes censées servir de référence dans les échanges boursiers et financiers. Une note dégradée se traduit par une hausse des taux d'intérêt de l'organisme émetteur, État ou entreprise.

Ces agences sont pourtant des entreprises comme les autres, qui sont là pour générer du profit. Moody's est contrôlé par le milliardaire américain Warren Buffett. Fitch appartient à la société financière française fondée par Marc Ladreit de Lacharrière et au groupe de presse Hearst. Standard & Poor's est contrôlé par l'éditeur américain McGraw-Hill Companies.

90 % du chiffre d'affaires de ces agences provient des entités notées, qui versent des abonnements et un pourcentage de la transaction notée. C'est dire si ces agences sont sous la dépendance totale de leurs donneurs d'ordres. On comprend mieux que leur capacité d'analyse et de prédiction soit proche du zéro. C'est elles qui, à la veille de l'effondrement des subprimes

(les bons négociables issus des prêts immobiliers américains), avaient recommandé leur achat comme sûr.

Tout cela permet à ces entreprises de faire des profits hors normes: entre 40 et 58 % de leur chiffre d'affaires total. Elles ont de leur côté le pouvoir de permettre aux banques et autres organismes prêteurs de racketter allègrement leurs débiteurs.

P. S.

• **Syrie**

# La population ne désarme pas

Les manifestations continuent en Syrie. Vendredi 8 juillet, 450 000 personnes ont manifesté à Hama au nord de Damas, selon la Ligue syrienne des droits de l'homme.

Quelques jours plus tôt, les chars de l'armée avaient entouré cette ville de 800 000 habitants, leur faisant craindre un bain de sang comme en 1982, où les troupes de Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président, avaient réprimé une révolte, faisant 15 000 à 25 000 morts. Cette fois-ci, l'armée est restée à l'extérieur de la ville, mais les forces de sécurité et les groupes paramilitaires ont tiré et tué 24 personnes selon les manifestants. Celui-ci a répliqué en jouant la carte de l'anti-impérialisme, pour mieux souder les rangs de ses partisans et se rappeler au bon souvenir du gouvernement iranien qui, lui aussi, parle de temps en temps de réformes nécessaires en Syrie. Bien sûr, le gouvernement français a fermement protesté et en a appelé au Conseil de sécurité de l'ONU, qui rechigne à condamner le régime syrien. Quant à la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, elle a déclaré: « Le président Assad n'est pas indispensable et nous n'avons strictement aucun intérêt dans son maintien au pouvoir. »

En dehors de la répression, le gouvernement tente quelques manœuvres de conciliation, visiblement pour gagner du temps. Il a organisé le 10 juillet une réunion de « dialogue », comprenant des membres du parti Baath, le parti au pouvoir, de ses alliés du Front national progressiste et de personnalités présentées comme « proches de l'opposition ». Mais les opposants ont déclaré qu'il s'agissait d'agents et de clients du pouvoir et ont refusé de participer à ces discussions tant que les forces de répression ne seraient pas rentrées dans leurs casernes, tant que les emprisonnés n'auraient pas été libérés et que les manifestants ne seraient pas libres de défiler dans les rues.

Les partisans du régime en place ont aussi organisé des manifestations devant les

ambassades de France et des États-Unis. C'était une réponse aux déplacements des deux ambassadeurs dans la ville de Hama, qui indiquaient que les gouvernements français et américain commençaient à marquer leur distance vis-à-vis du pouvoir syrien. Celui-ci a répliqué en jouant la carte de l'anti-impérialisme, pour mieux souder les rangs de ses partisans et se rappeler au bon souvenir du gouvernement iranien qui, lui aussi, parle de temps en temps de réformes nécessaires en Syrie. Bien sûr, le gouvernement français a fermement protesté et en a appelé au Conseil de sécurité de l'ONU, qui rechigne à condamner le régime syrien. Quant à la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, elle a déclaré: « Le président Assad n'est pas indispensable et nous n'avons strictement aucun intérêt dans son maintien au pouvoir. »

Tout cela sent la manœuvre et la partie de poker menteur entre complices. Les grandes puissances se sont toujours bien accommodées du régime syrien sous sa forme la plus répressive, tant qu'il faisait régner l'ordre dans la région. Elles ont pris leur temps pour le critiquer, et maintenant l'ampleur et surtout la durée de la résistance commencent à les inquiéter et les poussent à chercher des solutions, avec ou sans Assad, mais qui leur garantissent la paix et la stabilité, pour leurs intérêts, pas pour ceux des peuples.

En attendant, la population se bat et elle ne peut compter que sur sa détermination pour se débarrasser de la dictature.

Sylvie MARÉCHAL

## Belgique

# Le Parti socialiste, interprète des appétits capitalistes

**Les négociations pour le renouvellement du gouvernement fédéral – suite aux élections de juin 2010 – ayant échoué une fois de plus, le bras de fer entre partis francophones et partis flamands se poursuit. L'ancien gouvernement, celui d'avant juin 2010, continue donc à gérer les affaires courantes du pays, au moins en juillet et en août, et probablement plus longtemps encore.**

Car la majorité des partis politiques ne tiennent pas à retourner devant les électeurs, avec des élections fédérales anticipées, de crainte que les tensions communautaires entre les deux parties du pays en sortent encore aggravées.

Cette fois-ci, c'est Bart De Wever, le président du parti nationaliste flamand N-VA qui a refusé en bloc les propositions économiques et institutionnelles proposées à la négociation par Elio Di Rupo, le président du PS francophone, mandaté par le roi pour tenter de former un gouvernement.

Pourtant Di Rupo était allé très loin dans ses propositions

pour un « assainissement rigoureux des finances publiques », c'est-à-dire pour faire payer à la population, notamment aux chômeurs, aux retraités et aux malades, le déficit de l'État après le renflouement des banques et les subventions aux grandes entreprises suite à la crise de 2008.

Di Rupo proposait que le budget de la santé n'augmente que de 2 % par an, au lieu de 4,5 %, ce qui se solderait par moins de remboursements de soins et par la réduction des effectifs dans les hôpitaux.

La proposition d'augmenter l'âge possible de la prépension à 60 ans (aujourd'hui à 58 ans voire 56 ans) – alors que le chômage est élevé – serait surtout une façon de réduire les pensions. Les entreprises pourraient continuer à licencier les travailleurs âgés, mais n'ayant aucune possibilité de retrouver du travail, ils perdraient des années de cotisation pour leur future pension.

La proposition d'abaisser plus rapidement les indemnités de chômage et de les limiter à un minimum vital après deux ans mettrait les chômeurs encore plus à la merci du patronat. Les autres partis, dont les

libéraux, tant du côté francophone que du côté flamand ont accueilli favorablement les propositions de Di Rupo. Ces soi-disant « avancées », selon leur terme, seraient en fait d'importants reculs imposés aux classes populaires.

Pour tenter de faire croire à des propositions « équilibrées », Di Rupo proposait aussi quelques mesures touchant le capital, y compris un impôt sur la fortune... de 0,5 % pendant deux ans. Mais c'est une plaisanterie, car il n'y a pas de cadastre des fortunes en Belgique... Quels sont les riches qui iraient d'eux-mêmes proposer de payer un impôt supplémentaire ? Et le temps que les inspecteurs du fisc en sous-effectif enquêtent... Quelques taxes viendraient rogner les profits de spéculateurs maladroits. Quant aux « intérêts notionnels », une mesure fiscale scandaleuse qui permet aux banques et aux plus grandes entreprises d'éluider massivement l'impôt, ils resteraient en place !

Di Rupo était aussi allé très loin dans les « transferts de compétences vers les Régions et les Communautés » et « l'autonomie fiscale pour les Régions »

exigés depuis des années par le patronat flamand : régionalisation partielle des impôts, des allocations familiales, des soins de santé, de la politique de l'emploi et du chômage.

Ce sont là encore des mesures dirigées contre les travailleurs, qu'ils habitent en Flandre, à Bruxelles ou en Wallonie. Les travailleurs paieraient plus d'impôts, les patrons pourraient faire jouer le dumping fiscal entre les régions. La régionalisation des soins de santé ouvrirait la porte à leur privatisation accélérée.

Toutes ces propositions sous le prétexte de renflouer le déficit de l'État n'ont pas suffi à amadouer les autres partis.

Et il est évident que ces propositions de Di Rupo, et il en était tout à fait conscient, serviront de base de départ – en étant probablement aggravées – dans les négociations futures.

Et ce ne sont pas les menaces des centrales syndicales de « rompre la paix sociale » si de telles mesures étaient appliquées qui seront suffisantes pour faire reculer le grand patronat.

Claude THIERAM

## • NGK à Baudour (Hainaut)

# La grève pour les salaires fait reculer la direction

Après un mois de pression et trois jours de grève, les ouvriers de NGK font reculer la direction en obtenant une augmentation de salaire de 30 à 40 euros par mois, des primes pour un montant total de 640 euros et divers autres avantages salariaux.

Sur le site du groupe japonais NGK, à Baudour, sont fabriqués des composants céramiques pour pots catalytiques. Il emploie 190 ouvriers et 60 employés.

Le mécontentement couvait depuis 2009, lorsque la direction avait imposé le gel des salaires, en invoquant la crise. Les ouvriers ont en outre subi d'importantes périodes de chômage partiel indemnisé.

Lorsque les travailleurs ont constaté que l'entreprise avait réalisé de beaux profits durant cette période, la température est montée rapidement. D'autant

qu'on pouvait constater que les volumes de production augmentaient constamment.

La direction a accordé alors une prime unique de 700 euros. Mais les travailleurs réclamaient une vraie augmentation salariale. Un cahier de revendications se mit à circuler, à l'initiative des ouvriers. Ils réclamaient non seulement le paiement de la prime de 700 euros mais en plus des augmentations de salaire. Une autre revendication concernait le droit à la préretraite à partir de 58 ans.

Les permanents syndicaux, qui s'efforçaient de modérer le mouvement en substituant leurs propres propositions à la place des revendications des ouvriers, furent sommés sans ménagement de cesser les négociations avec la direction. Le permanent du syndicat chrétien (CSC), qui ne voulait pas



entendre ces mises en gardes, dut s'éclipser face à la colère grandissante.

Enfin, le mercredi 29 juin, les ouvriers de l'équipe du matin décidèrent de démarquer la grève. Leurs camarades de l'équipe suivante les rejoignirent.

Le jeudi 30, les organisations syndicales firent voter chaque équipe sur la continuation de la grève. De nombreux grévistes étaient mécontents que les organisations syndicales poursuivent les négociations avec la direction sans les consulter et protestaient avec colère contre une consultation à bulletins secrets. Le dépouillement révéla un rejet des propositions patronales à 90 %, malgré de nouvelles concessions de la direction. Devant ce

résultat, la direction concéda donc des avantages pour les travailleurs proches de la préretraite : cotisation patronale à l'épargne, pension augmentée de 68 à 75 euros mensuels ainsi que la garantie d'accorder la préretraite à 58 ans... Cette proposition fut encore rejetée à 53 %.

Les délégués firent alors eux-mêmes la proposition aux grévistes de reprendre le travail contre une seconde prime de 150 euros, que la direction s'empressa d'accorder. Finalement, sur la base de ces résultats, les ouvriers mirent fin à leur grève.

Le travail a repris mais avec un sentiment de fierté et de satisfaction d'avoir arraché des concessions à la direction.

Correspondant LO

## • Naissance du Sud-Soudan

# Une Afrique toujours plus pillée et morcelée

À l'issue d'une guerre civile qui aurait fait plus de deux millions de morts, et quatre millions de réfugiés, le Sud-Soudan s'est finalement séparé du Nord, accédant à son indépendance le 9 juillet dernier.

Après 22 ans de massacres, d'exactions, de pillage, un accord de paix conclu en 2005 entre la rébellion du Sud-Soudan, où dominent chrétiens et animistes, et le régime du Nord dirigé par Omar El-Béchir, à majorité musulmane, a donc débouché sur la séparation en deux du pays.

Les représentants des puissances impérialistes, les États-Unis en tête, l'ONU, l'Union européenne, se sont empressés de saluer cette indépendance. Le secrétaire général de l'ONU Ban-Ki-moon, les représentants des États-Unis, Alain Juppé pour la France... ont donc assisté comme Omar El-Béchir, par ailleurs poursuivi pour crime contre l'humanité par le tribunal pénal international, à la cérémonie officielle.

Cette reconnaissance ne relève pas d'un souci démocratique, ni de la volonté d'offrir un avenir pacifique aux peuples de cette région.

Enclavé, sans infrastructure, sans route goudronnée, sans moyen (à peine 120 médecins pour 8,5 millions d'habitants d'après Médecins sans frontières), avec plus de 90 % de la population vivant avec moins d'un dollar par jour, le Sud-Soudan restera malheureusement voué à une situation de misère.

Sa séparation avec le Nord ne garantit même pas la fin des massacres, la paix. Une guerre semble déjà se préparer à propos du tracé des frontières contestées entre le Nord et le Sud, mais aussi sur la répartition de la manne pétrolière.

C'est au Sud-Soudan que se trouvent désormais 80 % de la production pétrolière soudanaise, et les compagnies pétrolières internationales veulent s'emparer de ces ressources potentielles. Total à lui seul a un permis d'exploitation de 118 000 km<sup>2</sup> !

Voilà qui explique mieux ce soutien enthousiaste de l'impérialisme à ce nouvel État.

Alain MIGNARD

## • Palmarès des riches

# Champagne pour les exploités !

**Aujourd'hui, écrit Challenges, « la crise n'est plus qu'un mauvais souvenir » : nombre de grands capitalistes français ont vu, en un an, leur fortune augmenter de 10, 20, 30 % ou plus. Témoin Gérard Mulliez, le patron du groupe Auchan, dont la fortune a augmenté de 10,5 % cette année (ce qui fait tout de suite 2 milliards d'euros de plus !), François Pinault (+30,6 % cette année avec une fortune de 8,1 milliards) ou Vincent Bolloré, (+31 %). Une mention spéciale pour Robert Peugeot et sa petite famille, qui s'apprêtent à jeter à la porte 15 000 travailleurs et dont la fortune s'est accrue cette année de 33 %, passant de 2,2 à presque 3 milliards d'euros.**

Le palmarès de *Challenges* a cet intérêt particulier cette année qu'il fait, pour les dix premiers du classement, un bilan des quinze dernières années. Les chiffres sont édifiants : entre 1996 et aujourd'hui, la fortune des dix bourgeois les plus riches a été multipliée par cinq, avec des

hausse bien plus spectaculaires encore pour certains. Bernard Arnault est passé de 2,7 à 21 milliards d'euros, Pierre Castel (producteur de vin) de 457 millions à 4,5 milliards. Quant à Vincent Bolloré, qui a fait sa fortune en pillant les ressources de nombreux pays d'Afrique, sa

richesse est passée en quinze années de 89 millions... à 3,8 milliards.

Il est intéressant de noter que dans ce palmarès, au-delà des célèbres Bettencourt, Bouygues, Peugeot ou Dassault, on trouve dans les premières places des noms parfaitement inconnus du grand public : ils sont héritiers directs de grandes familles, comme Bertrand Puech, héritier d'Hermès, qui pèse 12,2 milliards d'euros, ou Emmanuel Besnier, petit-fils du fondateur des Fromageries Besnier et aujourd'hui patron de Lactalis, avec une fortune de 3,1 milliards.

Hausse du coût des matières premières oblige, certains capitalistes peu

connus ont aussi touché le jackpot, le record de progression étant par exemple détenu par un certain François Perrodo, propriétaire « d'une rentable petite compagnie pétrolière, Perenco ». Rentable, c'est le mot : la fortune de ce monsieur a bondi de 500 % en un an, et est aujourd'hui de 1,2 milliard.

Ces parasites de luxe se sont donc fabuleusement enrichis ces dernières années. Ils l'ont fait en profitant de tous les avantages que leur offre le système capitaliste, notamment du fait que la France, bien loin de leurs jérémiades sur la pression fiscale qui les écrase, est, selon les termes de la revue *Challenges* pourtant peu suspecte d'anticapitalisme, « un quasi-paradis fiscal pour les mégariches ». Mais fondamentalement les sources de la fortune de ces grands bourgeois est toujours la même, depuis les débuts du capitalisme : l'exploitation, la spéculation et le pillage.

Tout comme reste la même la solution à la majeure partie des catastrophes qui frappent la société : leur expropriation par les classes populaires, sans un centime d'indemnisation.

Pierre VANDRILLE

## • Immobilier

# Le luxe se porte très bien

La hausse des prix de l'immobilier continue et la situation des locataires est toujours plus difficile. Selon une étude publiée par le réseau Century 21, la moitié des nouveaux locataires sont employés ou ouvriers et disposent d'un revenu mensuel par foyer de 2 312 euros. L'explosion des prix des loyers (25 % de hausse depuis dix ans) signifie souvent l'impossibilité de se loger correctement, ou quelquefois de se loger tout court.

Mais ce n'est pas le cas de tout le monde, puisque le secteur de l'immobilier haut de gamme marche particulièrement bien. Il s'agit d'appartements ou d'hôtels particuliers qui peuvent se vendre à plusieurs millions d'euros. Par exemple un appartement sur les quais à Paris, dans un immeuble du XVII<sup>e</sup> siècle, d'une surface d'environ 200 m<sup>2</sup>, s'est vendu récemment à 8,5 millions d'euros. Soit 660 ans de salaire au smic (1 072 euros net par mois). Le nombre de transactions de ce secteur, au premier semestre 2011, a augmenté de 14 % par rapport à 2010.

Les riches, qui sont toujours plus nombreux et plus riches dans le monde et en France, n'ont donc pas de problèmes pour se loger : ils ne sont pas à quelques millions d'euros près ! D'autant que ces achats peuvent se révéler des placements très rentables.

Hélène COMTE

## • Envolée des prix des grands crus

# Une bulle dans le pinard ?

Près de mille euros la bouteille pour certains saint-émilion, 550 euros pour un mouton-rothschild : les premiers des grands crus de bordeaux battent cette année des records historiques. Après le fameux millésime 2009, le millésime 2010 atteint des prix exceptionnels. En ces temps de crise, les capitalistes

ne savent pas quoi faire de leurs capitaux : l'immobilier, les céréales, les matières premières, les multiples produits financiers, tout est bon pour faire du fric. Certains spéculent donc sur les grands crus, achètent des dizaines de milliers de bouteilles qu'ils espèrent revendre au prix fort.

Mais déjà la profession

s'alarme. N'ont-ils pas été trop loin ? Arriveront-ils à écouler leurs stocks à des prix si délirants ?

L'éclatement d'une bulle spéculative menace, dans le vin comme dans d'autres domaines. Si ces spéculateurs trinquent à leur tour, on ne va pas les plaindre !

Alain MIGNARD

## • « Annecy 2018 » au placard

# Pas un fiasco pour tout le monde

**L'annonce le 6 juillet dernier de l'échec de la candidature d'Annecy pour les futurs jeux Olympiques d'hiver en 2018 a été ressentie comme un soulagement sans doute par une majorité de la population.**

Au tout début, un certain nombre d'habitants avaient été sensibles à ce qu'ils voyaient comme un événement sportif exceptionnel dans leur région. Et d'autant plus sensibles que beaucoup, y compris chez les ouvriers, sont très impliqués dans les associations et clubs sportifs. Mais, au fil des mois, de plus en plus voyaient avec inquiétude le budget de candidature grossir, avec les conséquences prévisibles sur la facture à payer sur les futurs impôts locaux ! Albertville (qui avait organisé les Jeux en 1992 en Savoie) n'est qu'à 60 km et beaucoup se rappellent des années d'endettement

des communes payé par la population.

De plus, un certain nombre de projets ont d'autant plus inquiété qu'ils touchaient des sites très populaires à Annecy. L'immense pelouse du Paquier, en bord de lac et du centre-ville, qui le week-end est le lieu de détente des familles, devenait au moins pendant deux ans inaccessible puisque occupée par les structures des cérémonies des JO ! La montagne du Semnoz, qui est le lieu de détente populaire en hiver (où les familles peuvent tranquillement faire du ski à 20 minutes de la ville), devait être réquisitionnée et transformée pour les JO !

Quant au budget englouti, cela n'a jamais été très transparent ! Au final du dossier il atteindrait 29 millions d'euros, la moitié étant apportée par des fonds publics (moitié État, moitié collectivités locales). Le quotidien *Le Dauphiné* rapporte qu'un document interne du comité de candidature dit que 10,4 millions (dont 3 en nature !) ont été consacrés à la communication, 8,7 millions à la promotion internationale, 3,7 millions en frais de marketing, 6,67 millions dans les études et réalisations. Une chose est sûre, c'est que cet argent n'a pas été perdu pour tout le monde.

Par contre, ce qui avait été promis à la population comme retombées positives des JO, pour essayer de rendre

populaire la candidature, risque fort de tourner aussi au fiasco.

Les notables locaux étaient prêts à trouver les millions prétendument introuvables depuis des décennies, en particulier pour les transports collectifs. Par exemple, la ligne SNCF

desservant Annecy est encore à voie unique et il n'y a toujours pas de desserte convenable de Genève, où travaillent pourtant des milliers de frontaliers hauts-savoyards ! Là-dessus aussi, la population a intérêt à leur demander des comptes.

Correspondant LO

**Merci le CIO, la pelouse du Paquier pourra encore faire des heureux.**



### • Poste du Louvre – Paris

# Les postiers refusent le chantage de la direction

Depuis l'annonce fin mai de la réorganisation chez les facteurs des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, le mécontentement n'a pas cessé de s'exprimer.

Le plan de la direction supprimerait une vingtaine d'emplois sur les 140 existants. Une partie des jours de repos seraient repris. Ces jours de repos, qui tombent les lundis, mardis ou samedis, sont accordés pour arriver à un horaire de 35 heures en moyenne sur des cycles de plusieurs semaines. Les facteurs qui restent travaillent alors à trois au lieu de quatre par quartier. Ce vol d'une partie du temps libre suscite particulièrement l'indignation.

Dès le début, la direction a soumis les facteurs à un chantage. Elle a proposé au vote quatre scénarios reprenant de deux à treize jours de repos, et parfois plus pour certains facteurs. Elle a d'emblée annoncé

que si un accord n'était pas signé avec les syndicats, elle appliquerait le pire ! Mais dès le début également les syndicats CGT et SUD, qui représentent 60 % du personnel, ont refusé de céder. Ils ont appelé au boycott du vote. Le résultat fut une première giflette pour la direction. Moins de la moitié des inscrits sont allés voter : 64 facteurs sur 139, soit 46 %. Et un second désaveu lui fut infligé le 16 juin, lorsque 90 postiers firent grève pour la journée, majoritairement sur les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, mais aussi la brigade de tri et les chauffeurs, qui doivent être réorganisés en septembre.

Les pressions de la direction n'ont pas cessé. Interdiction

de prises de parole syndicales et de réunions, présence permanente d'un huissier, propagande intensive en direction des facteurs pour faire porter aux syndicats qui s'opposeraient à l'accord la responsabilité du maximum de jours de repos repris. Rien n'y a fait. Les syndicats CGT et SUD ont dès le début annoncé fermement qu'ils feraient valoir leur droit d'opposition, et cela est en train de se faire. Ils ont informé les postiers des innombrables décisions de justice condamnant La Poste pour avoir voulu imposer sans accord une modification des horaires de travail. Les facteurs ont continué à se réunir, le plus souvent aux pauses, quitte à sortir pour cela à la porte du bâtiment, pour ne pas donner de prétexte à la direction et à son huissier. Une nouvelle journée de grève a eu lieu le 30 juin.

Au-delà du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> des postiers d'autres services ont rejoint la protestation : chauffeurs, facteurs des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>. Tout le monde parmi les 700 travailleurs du bâtiment a toutes les raisons de se sentir menacé. La Poste a en effet annoncé qu'elle engageait une opération immobilière sur l'immeuble de la rue du Louvre. Celle-ci pourrait lui rapporter dans les 500 millions d'euros. Autant dire que les services qui ne sont pas frappés aujourd'hui même le seront demain et que personne n'a d'avenir garanti dans les années qui viennent.

En refusant de céder au chantage, les postiers entendent bien montrer qu'ils ne se laisseront pas faire et utiliseront tous les moyens pour s'opposer aux projets de la direction.

Correspondant LO

### • La Poste – Centre Financier de Bordeaux

# La direction, contre les usagers et contre les agents

Lundi 4 juillet, près de 400 agents du centre financier de La Poste ont fait un jour de grève contre PSC, le Projet service client, nom bien hypocrite de la dernière réorganisation en cours des 19 centres financiers du pays.

Le problème de la direction est d'afficher une rentabilité, des bénéfices encore à la hausse. Elle a déjà supprimé pour cela des milliers d'emplois dans les centres financiers ces dernières années. Et elle veut mutualiser les services entre centres pour pouvoir encore réduire le nombre d'emplois. Le but du Projet service client est donc de casser toute l'ancienne organisation des services et des métiers, d'imposer à tous ces agents de changer de métier, de méthode de travail, de faire moins de réponses écrites mais d'expédier les clients en leur

répondant le plus vite possible au téléphone...

L'objectif étant de réaliser « 20 à 30 % de gains de productivité », c'est-à-dire des milliers d'emplois supprimés.

En attendant, à Bordeaux, qui est pourtant un des derniers sites à passer dans cette nouvelle organisation, cela se traduit pour les agents par... une désorganisation totale, le sentiment d'être méprisés et un surcroît de travail et de stress, car rien ne fonctionne. Du coup, des dizaines de milliers d'opérations que la direction

ne juge pas prioritaires sont en « reste », c'est-à-dire ne sont pas exécutées et sont mises en attente. Il s'agit de clôtures de compte ou de courriers sans réponse, avec parfois des conséquences dramatiques pour les usagers. Par exemple des personnes âgées qui ont besoin d'un certificat de la Banque postale pour obtenir l'aide personnalisée d'autonomie ont leur dossier bloqué ou rejeté par défaut de ce document reçu dans les temps. D'autres usagers, qui ont demandé d'interdire des prélèvements automatiques sur leur compte, sont prélevés quand même, avec les conséquences qu'on imagine pour les petits comptes, parce que personne n'a eu le temps de

faire l'opération. Et même les ouvertures de compte, estimées prioritaires, ne sont plus traitées dans les délais.

Les agents revendiquent des compensations à toutes les nuisances engendrées par ces réorganisations. Ils veulent aussi limiter les heures passées au téléphone et faire respecter leurs anciens horaires. Et ils veulent continuer d'avoir le temps nécessaire et les moyens pour traiter les problèmes des usagers. Tout cela est loin d'être gagné. Mais leur unanimité le 4 juillet montre à la direction que le site bordelais pourrait bien être aussi pilote dans la contestation et engendrer la contagion.

Serge BENHAM

### • Air France maintenance Roissy

# Les travailleurs toujours déterminés

Le mouvement sur des revendications salariales qui dure depuis plusieurs mois dans l'atelier moteur de la DGI d'Air France, dans le secteur de la maintenance des avions et des réacteurs, se poursuit.

Alors que la direction ne veut toujours pas négocier réellement sur nos revendications, 32 points d'augmentation soit 200 euros de plus par mois, ce

mouvement a fait tache d'huile dans d'autres secteurs que de la DGI de Roissy.

Le moral des travailleurs en lutte tient bon et la direction n'arrive pas à faire que tout rentre dans l'ordre. Ainsi, à l'atelier moteur, la direction a fait venir à plusieurs reprises des huissiers et les gendarmes pour intimider les travailleurs, en cherchant aussi à sanctionner

suite à des « dégradations » du matériel d'Air France, mais lundi 11 juillet nous étions 150 rassemblés pour prendre la défense d'un collègue menacé de sanction. En piste, une sanction est demandée par la direction contre un mécano pour « insulte à un cadre ». Mais le mouvement ne faiblit pas et plusieurs retards, sont là pour l'attester, quand ce ne sont pas

des annulations de vols.

On s'aperçoit aussi que des visites d'entretien d'avions sont sous-traitées à l'étranger et on voit des cadres mettre des bleus pour faire le boulot, sur les moteurs que l'on ne voit plus dans les ateliers. Et la nouvelle de l'augmentation de 46 % de notre patron a bien réchauffé l'atmosphère...

Correspondant LO

### • CAF de Nancy

# Des licenciements qui ne passent pas

Jeudi 30 juin, la nouvelle a fait le tour des services de la CAF de Nancy en quelques heures : quatre techniciens-conseils, embauchés en CDI depuis plus de deux ans, sont menacés de licenciement pour une prétendue insuffisance professionnelle. En réalité, la direction leur reproche de ne pas atteindre l'objectif de production de 24 dossiers par jour et cherche ainsi à faire pression sur l'ensemble des salariés.

À l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, les salariés ont été très nombreux à se mobiliser durant une heure le jeudi suivant, veille des entretiens individuels préalables à licenciement. Nous étions 150 à débrayer, près de 60 % de l'effectif. Tous les services étaient mobilisés, y compris ceux qu'on voit rarement dans les mobilisations.

Les salariés ont manifesté dans les couloirs de la CAF, criant « Non aux licenciements ! » Face aux grévistes, la directrice a affirmé qu'elle n'évoquerait ces licenciements qu'avec les personnes concernées lors des entretiens, prétendant qu'il s'agissait de situations individuelles. Les salariés lui ont fait comprendre qu'ils trouvaient cette menace injuste et en ont profité pour dénoncer les conditions de travail et la pression subie.

Le lendemain, ce sont encore près de 80 travailleurs qui ont débrayé et se sont retrouvés en assemblée générale pour discuter de la suite du mouvement. L'émotion a été forte quand une des collègues, sortant de son entretien, est venue remercier les collègues de leur mobilisation.

En attendant la décision de la direction, la mobilisation continue par une distribution de tracts aux allocataires. La direction est prévenue : si elle annonce le licenciement des quatre collègues, c'est par la grève que nous réagirons.

Correspondant LO

### • PSA – Aulnay-sous-Bois

# Plus de 1 100 salariés débrayent contre la fermeture du site

Après l'annonce par la CGT du plan secret de PSA pour fermer trois usines en Europe (une dans la région parisienne à Aulnay-Sous-Bois, une dans le Nord, Sevelnord, et une à Madrid), la direction du groupe tente toujours de nier la fermeture d'Aulnay... sans vraiment la nier. Pendant ce temps, de premières réactions ont eu lieu dans les ateliers.

Depuis un mois maintenant, les travailleurs d'Aulnay discutent individuellement et collectivement de la situation et des perspectives, et les militants essaient de préparer la lutte contre les décisions de la direction.

Cette semaine, les syndicats s'étaient mis d'accord pour appeler à une heure de débrayage et à une assemblée générale d'information syndicale, dans chaque équipe, jeudi 7 juillet. Plus de 600 salariés le matin et 500 l'après-midi ont débrayé pour venir à cette AG. Les chaînes de montage ont dû s'arrêter net et, dans cette ambiance, les chefs n'ont pas fait pression, comme cela arrive régulièrement, pour empêcher les ouvriers de débrayer. Pour bien des travailleurs, il s'agissait du premier débrayage et celui-ci faisait massif. Ils ont

pu constater à quel point nous sommes nombreux à penser la même chose, à ne pas vouloir laisser supprimer nos emplois par des actionnaires confortablement installés dans leur fauteuil et dans leurs certitudes de pouvoir user, exploiter puis jeter à la rue les travailleurs qui font leur fortune.

Côté direction, le cinéma des rencontres avec le gouvernement continue. Le 5 juillet, le PDG du groupe Philippe Varin rencontrait Sarkozy pour discuter « de la stratégie industrielle du groupe

d'investissements du groupe dans les différents sites en France. Comme si cela devait prouver la non-fermeture!

Dans le même communiqué, l'Élysée cite Varin affirmant que « le groupe n'examine pas de projets de fermeture de site en France », tout en indiquant que « l'amélioration de la compétitivité des sites français était au cœur des réflexions du groupe PSA ». Et « l'amélioration de la compétitivité », justement, on sait ce que cela veut dire : des cadences qui explosent, des

Sarkozy ne valent pas mieux que celle d'un Varin... qui n'en fait même pas.

La décision de fermer Aulnay n'a aucune justification autre que celle d'accroître la rentabilité d'un groupe déjà bien rentable, c'est-à-dire d'accroître les profits juteux de la famille Peugeot. Et celle-ci est loin d'être menacée, puisque mardi 12 juillet la direction a annoncé fièrement un nouveau record « historique » de ventes pour le premier semestre 2011!

Mais en face, nous sommes



en France». Bien entendu la teneur exacte de leurs propos n'a pas été publiée et les travailleurs concernés doivent se contenter du communiqué de presse de l'Élysée. Dans celui-ci, le gouvernement reprend les propos de la direction sur les 800 millions

licenciements, et aussi des fermetures d'usines.

Alors Sarkozy peut toujours rappeler les aides de l'État à PSA : 3 milliards en 2009, les crédits d'impôts, la fin de la taxe professionnelle, etc. Rien de tout cela ne rassure. Les promesses d'un

une force. Le patron a toujours besoin de nous pour produire ses C3, et ensemble, dès la rentrée, nous trouverons les moyens de ne pas laisser faire la direction.

Correspondant LO

### • Samada – Monoprix - Neuville-sur-Saône (Rhône)

## Septième semaine de grève

Samada est une filiale logistique du groupe Monoprix, chargée de l'approvisionnement des magasins Monoprix et Galeries Lafayette, qui emploie 1 000 personnes dans tout le pays. Le site de Neuville-sur-Saône compte 38 salariés, qui préparent et distribuent les produits vendus dans les magasins de la région lyonnaise.

Depuis le 31 mai, plus de la moitié des salariés sont en grève pour obtenir l'intégration au salaire de base de 50 euros de prime pour tous, comme

la direction s'y était engagée, ainsi qu'une augmentation de 50 euros afin d'aligner les salaires sur ceux du site de Gennevilliers, dans la région parisienne.

Samada a fait venir des salariés de loin pour remplacer les grévistes qui, en riposte, ont bloqué la sortie des marchandises. La direction a pris des vigiles avec chiens et loué d'autres entrepôts dans la région. Elle a entraîné les grévistes devant le tribunal de grande instance, puis la cour d'appel, qui lui

ont donné tort, jugeant que les piquets de grève ne sont pas illicites et que les blocages font partie du droit de grève.

Le soutien s'organise autour des grévistes, mais la direction ne bouge pas, malgré la perte de produits frais qui se monte à près de 500 000 euros. Lors de deux réunions de médiation, elle a dit accepter l'intégration au salaire de base d'une partie de la prime seulement. Quant au paiement de 50 % des heures de grève que réclament les grévistes, elle se dit prête

à en discuter, mais en contrepartie d'une réorganisation de l'établissement, sans préciser laquelle, ce que les grévistes ont traduit par une menace de suppressions d'emplois. À la fin de la première semaine de juillet, la grève continuait.

Le groupe Monoprix-Casino-Galeries Lafayette, largement bénéficiaire, est entièrement responsable de la durée du conflit : il doit payer!

Correspondant LO

### • Les Rotondes d'Avignon (Vaucluse)

## Toujours plus de travail par de moins en moins d'ouvriers

Nous travaillons dans un atelier spécialisé dans l'entretien des locotracteurs et des machines de fret, électriques ou Diesel. Ces dernières années, nous sommes passés de 130 à 100 agents d'exécution, les départs en retraite n'étant pas remplacés.

La direction se paie le culot de nous dire : « Si vous connaissez des jeunes qui en veulent, envoyez-les-nous ». Oui, nous

connaissons tous des jeunes qui ne demandent qu'à travailler... et à être embauchés en qualité de cheminots et non en tant que précaires.

Depuis quatre ans, la direction régionale nous a imposé le travail en décalé jour/nuit, des semaines de jour et des semaines de nuit avec le week-end inclus. À l'époque nous avons fait grève contre ce système tous les week-ends

et nous avons obtenu des compensations financières. Seulement la fatigue, elle, est là et bien là.

Depuis, on nous a imposé d'aller travailler dans la région lyonnaise. Chaque semaine nous partons par la route à deux équipes, en véhicule-atelier, c'est-à-dire avec l'outilage, à 270 km d'Avignon. Là-bas, nous entretenons des machines qui l'étaient

auparavant en Avignon.

Évidemment la direction nous fait un chantage qui se résume à : « ou vous y allez, ou ce sont les autres qui le feront ». Sauf que, pour nous : « les autres » ce sont des cheminots comme nous et non pas des concurrents. Les cadres locaux nous racontent que « dans six mois, nous ne savons pas ce que nous ferons », et ils nous ont aussi

### • Dammann – Orgeval (Yvelines)

## Le patron déménage et empoche les subventions

Une trentaine d'ouvriers sur les quatre-vingts de Dammann Frères, entreprise d'import-export de thé de luxe à Orgeval, près de Poissy dans les Yvelines, ont fait trois jours de grève pour protester contre le déménagement de l'entreprise à Dreux, en Eure-et-Loir, pour la rentrée prochaine.

Pour ceux qui habitent la région de Poissy, Dreux est à 70 km et, quel que soit l'itinéraire choisi, il est plutôt long, embouteillé et compliqué. Et ce n'est pas plus simple pour ceux qui habitent le long de la vallée de la Seine, jusqu'à Mantes ou au-delà. Sans parler des frais de déplacement, le déménagement est un réel problème. Les propositions de la direction (100 euros net par mois pendant deux ans et, au choix, prêt pendant trois ans d'une Twingo neuve, rachetable ensuite, ou 6 000 euros sur trois ans) ont été reçues par beaucoup comme une provocation.

Et ce d'autant plus que l'expert nommé par le comité d'entreprise a relevé que l'opération « constitue une très bonne affaire sur le plan financier » et que « la cession du site d'Orgeval procurera une plus-value importante à Dammann ». Ensuite, à Dreux, Dammann a choisi de louer dans l'ancien site de Philips, placé en zone franche, qui donne donc droit à d'importantes exonérations de cotisations sociales et d'impôts. La municipalité d'Orgeval, dépitée de voir Dammann quitter la ville, a fait savoir que l'entreprise qui est loin d'être nécessaire a obtenu des aides locales et régionales conséquentes pour son installation en Eure-et-Loir.

Aussi les salariés réclament 1 500 euros net de salaire pour ceux qui iront à Dreux, et 15 000 euros de dédommagement et une indemnité de 1 500 euros par année d'ancienneté pour ceux qui ne suivront pas.

Correspondant LO

parlé d'aller travailler à Clermont-Ferrand... Et là, nous avons dit : Non!

Entretenir un climat d'inquiétude et de division, c'est bien dans la droite ligne de la politique actuelle de la direction de la SNCF. Nous sommes nombreux en Avignon et ailleurs à en être conscients et à ne pas nous laisser faire.

Correspondant LO

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre



Les patrons se croient tous les droits. Celui de maintenir les salaires au plus bas, de supprimer des emplois par centaines, d'intensifier l'exploitation quotidienne, d'augmenter les prix, de tenter par tous les moyens de se soustraire aux impôts et aux cotisations sociales dues.

Total par exemple augmente le prix de l'essence à la pompe. En échange, son PDG, après des profits trimestriels records, annonce qu'il condescendra pour la première fois depuis des années à payer des impôts. Et pour tous ceux du CAC 40 il en va de même: profits maximum et « optimisation » de la fiscalité, comme ils disent!

Tous n'ont qu'une boussole: dégager des liquidités pour faire tout de suite, le plus possible, d'énormes profits boursiers. Le gouvernement se charge du service après-vente: il fait payer à la population, par toutes sortes

d'attaques contre les travailleurs et les services publics, le déficit budgétaire creusé par le soutien aux banques et aux capitalistes spéculateurs.

La crise dont ils sont les seuls responsables, c'est la population qui la paye, partout, par les plans d'austérité imposés par les gouvernements.

Quel impact peuvent avoir sur cette situation les échéances électorales qui agitent déjà les politiciens? Quelles réponses peut opposer le monde du travail? N'y a-t-il pas d'alternative au capitalisme, cancer qui ronge la société?

Les militants de Lutte Ouvrière iront à votre rencontre cet été dans près de deux cents villes pour discuter de tout cela et de bien d'autres choses, comme de nos perspectives communistes.

Voici les prochaines villes étapes où nous serons présents.

## PAS-DE-CALAIS — NORD — SOMME

**Jeudi 14 juillet**: Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais)

**Vendredi 15 juillet**: Dunkerque (Nord)

**Samedi 16 juillet**: Saint-Omer (Pas-de-Calais)

## TARN — LANGUEDOC

**Jeudi 14 juillet**: Narbonne (Aude)

**Vendredi 15 juillet**: Perpignan (Pyrénées-Orientales)

**Samedi 16 juillet**: Carcassonne (Aude)

## ORNE — EURE

**Lundi 18 juillet**: Alençon (Orne)

**Mardi 19 juillet**: Argentan (Orne)

**Mercredi 20 juillet**: Flers (Orne)

**Jeudi 21 juillet**: Dreux (Eure-et-Loir)

**Vendredi 22 juillet**: Évreux (Eure)

**Samedi 23 juillet**: Mantes-la-Jolie (Yvelines)

## NORMANDIE — BAIE DE SOMME

**Lundi 18 juillet**: Dieppe (Seine-Maritime)

**Mardi 19 juillet**: Rouen (Seine-Maritime)

**Mercredi 20 juillet**: Elbeuf (Seine-Maritime)

**Jeudi 21 juillet**: Barentin et Maromme (Seine-Maritime)

**Vendredi 22 juillet**: Le Tréport (Seine-Maritime)

**Samedi 23 juillet**: Abbeville (Somme)

## RÉGION HAVRAISE

**Lundi 18 juillet**: Le Havre (Seine-Maritime)

**Mardi 19 juillet**: Harfleur et Gonfreville (Seine-Maritime)

**Mercredi 20 juillet**: Lillebonne (Seine-Maritime)

**Jeudi 21 juillet**: Fécamp (Seine-Maritime)

**Vendredi 22 juillet**: Bolbec (Seine-Maritime)

**Samedi 23 juillet**: Le Havre (Seine-Maritime)

## ALSACE

**Lundi 18 juillet**: Mulhouse (Haut-Rhin)

**Mardi 19 juillet**: Sélestat (Bas-Rhin)

**Mercredi 20 juillet**: Colmar (Haut-Rhin)

**Jeudi 21 juillet**: Schiltigheim et Strasbourg (Bas-Rhin)

**Vendredi 22 juillet**: Haguenau (Bas-Rhin)

**Samedi 23 juillet**: Illkirch-Graffenstaden et Strasbourg (Bas-Rhin)

## SEINE-ET-MARNE — YONNE

**Lundi 18 juillet**: Auxerre (Yonne)

**Mardi 19 juillet**: Montargis (Loiret)

**Mercredi 20 juillet**: Sens (Yonne)

**Jeudi 21 juillet**: Montereau (Seine-et-Marne)

**Vendredi 22 juillet**: Nemours (Seine-et-Marne)

**Samedi 23 juillet**: Melun (Seine-et-Marne)

## AQUITAINE

**Lundi 18 juillet**: Bordeaux-Mériadec (Gironde)

**Mardi 19 juillet**: Bordeaux-Grand Parc

(Gironde)

**Mercredi 20 juillet**: Bordeaux-Centre (Gironde)

**Jeudi 21 juillet**: Agen (Lot-et-Garonne)

**Vendredi 22 juillet**: Libourne (Gironde)

**Samedi 23 juillet**: Marmande (Lot-et-Garonne)

## CENTRE — ALLIER

**Lundi 25 juillet**: Nevers (Nièvre)

**Mardi 26 juillet**: Moulins (Allier)

**Mercredi 27 juillet**: Vichy (Allier)

**Jeudi 28 juillet**: Montluçon (Allier)

**Vendredi 29 juillet**: Châteauroux (Indre)

**Samedi 30 juillet**: Vierzon (Cher)

## NORD

**Lundi 25 juillet**: Valenciennes (Nord)

**Mardi 26 juillet**: Maubeuge (Nord)

**Mercredi 27 juillet**: Denain (Nord)

**Jeudi 28 juillet**: Lens (Pas-de-Calais)

**Vendredi 29 juillet**: Béthune (Pas-de-Calais)

**Samedi 30 juillet**: Douai (Nord)

## PROVENCE

**Lundi 25 juillet**: Avignon (Vaucluse)

**Mardi 26 juillet**: Nîmes (Gard)

**Mercredi 27 juillet**: Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Jeudi 28 juillet**: Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Vendredi 29 juillet**: Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

**Samedi 30 juillet**: Arles (Bouches-du-Rhône)

